

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 1^{et} SEPTEMBRE 2021

MONUSCO

REPRESENTANTE SPECIALE:

La Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, est actuellement en Suisse, afin de participer au troisième dialogue stratégique du Fonds de consolidation de la paix, consacré au rôle du Fonds dans la facilitation des processus de transition.

En amont de cet évènement, où elle discute du processus de transition engagé en RDC, elle a rencontré la Haute-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, Antonio Vitorino, et le Haut-Commissaire pour les réfugiés, Filippo Grandi.

En Suisse, Bintou Keita a également échangé avec le Président du Comité international de la Croix-Rouge, Peter Maurer, ainsi que le Président d'Interpeace, Scott Weber. La Représentante spéciale sera de retour en RDC le 3 septembre.

DROITS DE L'HOMME:

Du 23 au 27 août 2021, le directeur du BCNUDH a séjourné dans la ville de Kalemie où il a participé aux côtés du président de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et du Chef de Bureau de la MONUSCO à la remise du bâtiment abritant les bureaux de la branche provinciale de la CNDH.

Le bâtiment a été financé par la MONUSCO dans le cadre d'un projet à impact rapide et permettra de renforcer les capacités de la CNDH à soutenir les autorités dans le cadre de la défense et de la promotion des droits de l'homme. Il servira aussi de centre de ressources pour les médias, organisations de la société civile et étudiants. Cette visite a également été l'occasion de suivre les activités du projet de Reddition spontanée au Kasaï et au Tanganyika (SSKAT), de mener des activités de sensibilisation sur la lutte contre les discours de haine et sur la justice transitionnelle.

Du 24 au 26 août 2021, le BCNUDH a organisé des ateliers de sensibilisation sur le discours de haine et la justice transitionnelle à Kalemie avec la participation de représentants du gouvernement provincial, de l'assemblée provinciale, des autorités judiciaires civiles et militaires, des représentants de la société civile, des représentants des médias et leaders communautaires de la province du Tanganyika. Au total, 46 personnes dont six femmes ont participé à cette activité.

Contacts:



Du 23 au 26 août 2021, le BCNUDH a organisé une formation sur « la protection et la promotion des droits de l'homme et la politique de diligence voulue des Nations Unies en matière de droits de l'homme » pour 40 officiers supérieurs et officiers de police judiciaire (OPJ) de la 14^{ème} Région militaire.

La formation contribuera à l'identification, la prévention et la répression des actes de torture par les militaires, ainsi que la protection des droits de la personne arrêtée par les forces de défense. A cette occasion, le représentant du Directeur du BCNUDH a procédé à la remise du matériel informatique pour le fonctionnement du Comité de suivi des violations des droits de l'homme commises par les militaires des FARDC. Le Comité de suivi des violations des droits de l'homme attribuables aux FARDC a été mis sur pied pour contribuer à la lutte contre l'impunité des violations des droits de l'homme et à la prévention des risques que celles-ci surviennent. Il est présidé par le Commandant de la 14^{ème} région militaire et y siègent des partenaires de la CNDH, de la société civile, du BCNUDH et de la justice militaire.

POLICE:

Une équipe de la Police des Nations Unies à Goma, accompagnée de la section Protection de l'enfant et de la Police nationale congolaise, s'est rendue le 23 août 2021 à l'orphelinat Sophie Center, qui accueille des enfants en situation difficile, situé au quartier Himbi à Goma pour une remise de don suivie de séances de sensibilisation sur les violations graves des droits de l'enfant, les conséquences des violences sexuelles et le respect des mesures préventives contre le COVID-19.

L'Orphelinat Sophie Center a été créé le 1^{er} janvier 2021. Il accueille 52 filles, dont l'âge varie entre 5 et 17 ans, victimes de violences sexuelles, filles-mères, filles issues des groupes armés ou enfants vulnérables.

A Beni, la Police des Nations Unies en collaboration avec l'unité de l'administration pénitentiaire a organisé jeudi 26 août une cérémonie de remise de dons au profit de 22 enfants en conflit avec la loi dans les locaux de la prison pour enfants à Béni.

Enfin, dans le cadre de leurs activités quotidiennes de sécurisation du personnel et des installations de la MONUSCO dans la ville de Beni, les équipes de la Police des Nations Unies engagées dans la stratégie opérationnelle de lutte contre l'insécurité dans la ville de Beni (SOLIB) ont effectué des rencontres et des séances de sensibilisation portant sur le respect des droits de l'homme des personnes interpellées lors des patrouilles ainsi que des sensibilisations en police de proximité.



SITUATION MILITAIRE

(Par le Lieutenant-colonel Major Sylvester Mangure, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Au cours des deux dernières semaines, la Force a continué d'effectuer des patrouilles de jour comme de nuit, des patrouilles et des missions de longue portée, des patrouilles conjointes, des escortes, des travaux de génie et des reconnaissances aériennes. La plupart des actions de la Force sont toujours rivées à l'application et au soutien du Mandat, à la protection des civils, à l'appui aux institutions de la RDC en particulier aux forces de sécurité locales pour lutter contre toute menace contre la population.

De plus, la Force a utilisé ses ressources de génie militaire pour participer à divers projets de soutien à la population, en étroite coopération avec le gouvernement local, tels que la réhabilitation de la route d'Uvira PC - Col du Burundi et la réhabilitation de la route de service de Bunia-Aéroport. Ces activités garantissent que la sécurité des zones est renforcée.

Sur le plan opérationnel, la Force continue de répondre avec fermeté à toute violation et tentative de nuire à la population. La réponse à de tels appels est essentielle pour assurer la protection des civils, éviter la perte d'innombrables vies et conduire à la continuité des activités socio-économiques quotidiennes par la population locale.

A Beni, la Force de la MONUSCO et les FARDC ont achevé la première phase des opérations militaires offensives conjointes visant à cibler les ADF, qui continuent de constituer une menace pour la population dans les territoires d'Irumu et de Beni. D'autres opérations se poursuivront pour garantir la liberté de mouvement et le maintien de la paix dans la région.

Dans la province de l'Ituri et autour de Beni, la Force de la MONUSCO, en coordination avec les partenaires de sécurité du gouvernement, continue de mener des missions d'escorte de convois de véhicules civils. Les escortes sont une mesure immédiate pour dissuader les attaques contre des civils innocents, assurer un approvisionnement fiable de la population et permettre aux habitants de travailler.

Au Nord-Kivu, les casques bleus de la Force de la MONUSCO ont facilité la reddition de quatre membres du groupe armé NDC-R (Guidon) avec leurs armes à Kibua, dans le territoire de Walikale. Le même jour au Sud-Kivu, les casques bleus de Bendera ont également facilité la reddition et la remise de M. Salumu Andje Kibio, chef de Mayi-Mayi Perci Moto Moto avec 10 membres de son groupe.

Enfin, les troupes de la Force continuent d'organiser divers événements dans leurs domaines de responsabilité, notamment la sensibilisation sur la Covid-19, l'organisation de campagnes médicales, la formation aux premiers secours pour les volontaires locaux de la Croix-Rouge, la formation à la réparation des motocycles, des conseils sur l'élevages de lapins et la distribution d'eau, entre autres. Ces activités permettent de sensibiliser et de comprendre les divers problèmes affectant la communauté et de mobiliser le soutien pour l'action et leur autonomisation économique.



EQUIPE DE PAYS

HUMANITAIRE:

Le Coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo, David McLachlan-Karr, a condamné le 30 août une nouvelle attaque contre les populations du territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu. Le 27 août, des hommes armés ont tué au moins 19 civils, et enlevé plusieurs autres dans la zone de santé de Kalunguta, dans le sud du territoire.

« Je condamne cette énième attaque à Beni. 19 personnes ont perdu la vie. Ce sont 19 personnes de trop et je présente mes sincères condoléances à leurs familles », a déclaré le Coordonnateur humanitaire. « Il est inadmissible que les civils continuent d'être pris pour cible. Une fois de plus, j'exhorte les éléments des groupes armés à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, et j'appelle les autorités congolaises à trouver des solutions pour améliorer la protection des populations et de leurs biens dans la région ».

La situation sécuritaire, déjà précaire, ne cesse de se détériorer dans le territoire de Beni. La zone de santé de Kalunguta, considérée comme stable depuis plusieurs années, a été attaquée cinq fois ces quatre derniers mois. La nouvelle Coordonnatrice humanitaire adjointe en République démocratique du Congo, Madame Suzanna Tkalec, s'est rendue le 30 août dans la région afin d'évaluer les besoins des 710 000 personnes qui ont été contraintes de se déplacer pour fuir les atrocités.

La province du Nord-Kivu est confrontée à une crise humanitaire complexe marquée par une insécurité ambiante dont les premières victimes sont les Congolaises et les Congolais. Elle accueille 1,8 million de personnes déplacées internes, sur les plus de 5 millions que compte la République démocratique du Congo. L'insécurité affecte l'accès des populations vulnérables aux soins de santé, aux activités socio-économiques et à l'assistance humanitaire.

RIPOSTE EBOLA:

La Commission indépendante d'examen des allégations d'exploitation et d'abus sexuels commis au cours de la riposte à la 10ème flambée de la maladie à virus Ébola prolonge d'un mois ses investigations sur les allégations d'exploitation et d'abus sexuels dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, en République démocratique du Congo (RDC).

La Commission indépendante, qui était sur le point de finaliser son rapport attendu pour le 31 août 2021, a reçu le 15 août 2021 de nouvelles informations qui méritent de faire l'objet de vérifications additionnelles exigeant la poursuite des enquêtes sur le terrain.

Ce nouveau développement oblige la Commission indépendante à modifier son calendrier et à reprogrammer en conséquence la publication de son rapport au 28 septembre 2021. La Commission indépendante ne ménagera aucun effort pour remplir son mandat afin que non seulement, ce genre de comportement ne se répète plus, mais surtout que les auteurs soient tenus responsables de leurs actes.



UNICEF:

L'UNICEF est de plus en plus préoccupé par l'impact sur les enfants d'une résurgence de la peste bubonique dans la province orientale de l'Ituri en République démocratique du Congo (RDC).

De nouvelles recherches, soutenues par l'UNICEF, dans trois zones de santé de l'Ituri montrent que les enfants sont particulièrement exposés au risque de contracter la peste, qui, ces derniers mois, a fait un retour en force pour la première fois en plus de dix ans.

Les chiffres publiés pour les trois zones de santé de Biringi, Rethy et Aru - où l'UNICEF a concentré ses recherches - montrent qu'il y a eu 490 cas de peste entre 2020 et 2021, avec 20 décès. Les chiffres montrent que sur la même période, 578 cas et 44 décès liés à la peste ont été recensés dans toute la province de l'Ituri.

L'Ituri est l'un des rares endroits au monde - dont Madagascar et le Pérou - où des cas de peste continuent d'être signalés. La dernière épidémie diffère des précédentes car des cas de peste bubonique et de peste pneumonique hautement infectieuse - qui se transmet d'une personne à l'autre par voie aérienne - ont été signalés dans des zones précédemment exemptes de la maladie, près de la frontière avec le Sud-Soudan et l'Ouganda, à l'est de la province. Les fréquents déplacements de population et l'insécurité dans la région créent un risque considérable de transmission transfrontalière.

Les épidémies de peste sont souvent attribuées aux mauvaises pratiques d'assainissement et d'hygiène qui attirent les rats porteurs de puces dans les villages à la recherche de nourriture, infectant ainsi les personnes dans leurs maisons.

La peste est principalement transmise dans les zones rurales par les puces portées par les rats sauvages. Les rongeurs viennent dans les villages à la recherche de nourriture, ce qui permet aux puces d'infecter les animaux domestiques et le bétail avant que la maladie ne soit finalement transmise aux humains par les piqûres de puces. La peste peut frapper particulièrement durement les familles les plus pauvres. Celles qui sont également vulnérables à des maladies comme le paludisme - n'ayant pas les moyens d'acheter des moustiquaires - sont particulièrement exposées.

L'UNICEF lance un appel à l'aide pour soutenir les communautés touchées par la peste par le biais d'une campagne d'éradication des rats et des puces et la construction de maisons plus résistantes aux rongeurs et aux insectes dangereux, y compris la fourniture de lits pour les enfants, fabriqués à partir de matériaux disponibles localement.